



REPUBLIQUE DU TATARSTAN : EXPERIENCE DE MISE EN PLACE DE LA "SOVERAINETE LINGUISTIQUE"

Laisan MOUKHARIAMOVA

(Université de médecine d'Etat de Kazan,
République du Tatarstan, Russie)

Le principe de la "souveraineté linguistique" aux côtés de l'égalité de tous les groupes ethno-linguistiques a été stipulé dans la loi de la République Fédérative soviétique socialiste de la Russie (RSFSR) "Sur les langues des peuples de la RSFSR" en 1991, dans le contexte de la réforme linguistique qui a eu lieu à la fin des années 80 - début 90 dans toutes les républiques fédérées de l'URSS. Ce principe a été défini dans la loi comme "ensemble des droits des peuples et de l'individus de sauvegarder et de développer pleinement sa langue maternelle, d'être libre de choisir et d'utiliser les langues de communication".

Dans la littérature scientifique le principe de la "souveraineté linguistique" reçoit des évaluations diverses. C'est ainsi que M Dorovskikh E.M. le considère non seulement comme discutable mais comme pas encore revêtu de contenu juridique. La "souveraineté linguistique" ainsi que la souveraineté de l'individu dans le domaine des relations linguistiques, selon l'auteur, sont vagues et inopportunes. Sinon, comme il est souligné, il faudrait démembrer la notion de la souveraineté nationale en distinguant ses divers aspects [Cf. : Le Droit et la langue nationale : harmonisation des relations linguistiques de la Fédération de Russie. - M., 1996. - p.38]. Or, selon notre point de vue, le terme de la "souveraineté linguistique" est valable en tant que notion analytique.

Pour évaluer la réalisation pratique de la norme concernant "la souveraineté linguistique", il est important d'examiner un des exemples les plus spectaculaires: la situation linguistique du Tatarstan et les changements du statut de la langue tatare.

Tout d'abord, les Tatars représentent statistiquement le deuxième groupe ethnique dans la Fédération de Russie après les Russes.

Ensuite, la langue tatare était depuis plusieurs siècles une langue très développée, polyfonctionnelle, qui possédait une puissance communicative et avait une base démographique importante. Aujourd'hui, le tatar est parlé par plus de 5 millions d'habitants de la Russie et par environ 1,5 millions de personnes appartenant à la diaspora tatare à l'étranger. Le tatar est une langue d'instruction dans un tiers de régions russes où l'enseignement est dispensé dans des langues non-russes (1/3 d'établissements d'enseignement et 1/3 d'élèves de ces établissements). Ensuite, après de fameux réglements des années 30 - l'arrêté du Comité Central du Parti Communiste (bolchévik) de l'URSS et du Sovnarkom (Conseil des Commissaires du Peuple) du 13 mars 1938 " Sur l'enseignement obligatoire dans les écoles des républiques nationales et des régions " - de toutes les langues des peuples de la Russie l'enseignement secondaire n'a conservé que le tatar et le bachkir.

Et enfin, la République du Tatarstan a présenté au début des années 90 les revendications les plus radicales concernant le statut politique et juridique particulier (sans prendre en compte la Tchétchenie) dans ses relations avec le Centre fédéral, y compris la proclamation de la république comme sujet du droit international, associé à la Russie sur la base d'un accord interétatique.



CONGRÈS MONDIAL SOBRE POLÍTICAS LINGÜÍSTICAS
CONGRÈS MONDIAL SUR LES POLITIQUES LINGUISTIQUES
CONGRESO MUNDIAL SOBRE POLITICAS LINGÜÍSTICAS
WORLD CONGRESS ON LANGUAGE POLICIES Barcelona, 16-20 d'abril de 2002

La période précédant les changements socio-politiques radicaux a été caractérisée par la réduction des domaines du fonctionnement de la langue tatar, surtout par rapport aux langues des groupes ethniques titulaires dans les ex-républiques fédérées. Pendant les années 80, le nombre d'élèves recevant l'instruction en tatar dans la Fédération de Russie a baissé de plus de deux fois. Au Tatarstan, seuls 12 pourcent d'élèves faisaient leurs études en tatar, principalement dans le milieu rural. On constate aussi une réduction importante d'édition de livres et de tirage de la presse tatarophone.

Dans ce contexte, plusieurs NGO de tendance nationaliste ont mis l'accent dans leurs activités sur les revendications concernant l'amélioration du statut de la langue tatar. Sous la pression du mouvement national, "La Déclaration de souveraineté d'Etat" a été adoptée en 1990. Elle a proclamé l'égalité d'usage des langues tatar et russe, en leur qualité de langues officielles. Le statut officiel des deux langues a été déterminé en mars 1992 par la Constitution de la République du Tatarstan, et en juin 1992 dans la loi de la République du Tatarstan "Sur les langues des peuples de la République du Tatarstan". Conformément à cette loi, l'enseignement paritaire des langues tatar et russe a été mise en place dans toutes les écoles (à l'exception de l'enseignement supérieur). Parallèlement, la loi prévoyait 10 ans pour mettre en oeuvre plusieurs articles de la loi (concernant l'usage du tatar dans l'administration, les institutions d'Etat, les entreprises et organisations, dans la correspondance respective, dans les domaines d'industrie, de transport, de communication et d'énergétique), au fur et à mesure d'apprentissage des deux langues officielles par la population de la république.

Le Programme d'Etat adopté en juin 1994 concernant la sauvegarde, l'étude et le développement des langues des peuples du Tatarstan prévoyait l'introduction du "minimum lexical" pour des catégories professionnelles différentes, ainsi que pour les fonctionnaires d'Etat, et en plus, l'attribution d'une prime au salaire pour le bilinguisme (en réalité- pour la maîtrise de la langue tatar) après un examen spécial. Alors, quels objectifs ont-ils été atteints après la réalisation des principes de la "souveraineté linguistique", et qu'est-ce qui reste en suspens?

La conquête très importante de la politique linguistique au Tatarstan concerne l'élargissement des domaines du fonctionnement de la langue tatar, des zones de son usage public dans les contextes officiel et socio-culturel.

Pendant les années 90, le nombre d'élèves faisant leurs études en langue tatar a augmenté de 65 à 140 mille (48 pourcent des enfants tatars font désormais leurs études en tatar). Le nombre d'élèves étudiant le tatar comme discipline a augmenté de 160 jusqu'à presque 400 mille (98 pourcent de tous les élèves de l'école primaire et secondaire).

La langue tatar a connu sa plus large expansion dans les écoles de la Russie - 16 républiques et régions. Dans 912 écoles tatars comptant 50 mille élèves en tout l'enseignement est dispensé dans la langue maternelle, dans 820 écoles plus de 110 mille apprenants étudient le tatar- langue étrangère [Cf. : Etude de la langue tatar dans les régions de la Fédération de Russie : problèmes et perspectives. - Kazan, 1998. - p.96].

On entend désormais le tatar au parlement de la république, dans les établissements officiels, dans les salles de cours des établissements d'enseignement supérieur, lors des manifestations publiques. Le temps d'émission radio et télé en tatar a augmenté. Aujourd'hui 74 journaux et 18 revues paraissent en tatar. En général, on constate l'augmentation de la présence physique de la langue tatar, qu'on entend aujourd'hui pratiquement partout.

Cependant, une partie importante de l'élite tatar, surtout le milieu des intellectuels, reste toujours insatisfaite de l'état de la langue tatar. Une critique sévère est liée au fait que le statut officiel de cette langue reste formellement déclaratif.

Lors de l'évaluation du niveau de la réalisation de la politique linguistique au Tatarstan, y compris la réalisation du principe de la "souveraineté linguistique", il faut distinguer les aspects objectif et subjectif. A la fin de dix ans du fonctionnement de la législation linguistique du Tatarstan, les conquêtes pratiques ont l'air contradictoire.

La langue tatar, ayant reçu le statut juridique de langue officielle, n'est pas devenue langue de travail quotidien des administrations, des organisations et des entreprises. Les exigences dans ce domaine, concernant, par exemple, le secrétariat et la correspondance, et, en général, l'informatique et les télécommunications, sont restées au niveau des vœux. Les mesures concrètes qui auraient dû amener



CONGRÈS MONDIAL SOBRE POLÍTICAS LINGÜÍSTICAS
CONGRÈS MONDIAL SUR LES POLITIQUES LINGUISTIQUES
CONGRESO MUNDIAL SOBRE POLITICAS LINGÜÍSTICAS
WORLD CONGRESS ON LANGUAGE POLICIES Barcelona, 16-20 d'abril de 2002

au bilinguisme de nombreuses catégories professionnelles et des fonctionnaires d'Etat, n'ont pas été réalisées. Aujourd'hui on ne parle plus ni des minimums lexicaux, ni des exigences de bilinguisme, ni des examens de connaissance de deux langues officielles. La possibilité même d'attribuer des primes de bilinguisme a été officiellement annulée par le Ministère Public du Tatarstan. Tout cela reflète la probabilité d'attendre dans l'avenir proche le bilinguisme paritaire, équilibré ou symétrique dans la république.

Ensuite, l'insatisfaction notable est provoquée par le niveau d'enseignement et d'apprentissage du tatar et du russe dans les écoles du Tatarstan. D'une part, les résultats attendus ne sont pas atteints à cause des moyens extensifs du développement de la langue tatar dans le système d'enseignement. A la fin de l'apprentissage du tatar comme discipline, la plupart d'élèves- tatars, russes, ou d'autres ethnies - ne parlent pas couramment cette langue. D'autre part, le temps important consacré à l'étude du tatar, selon de nombreux parents russophones, viole le principe de choix volontaire de la langue d'enseignement, les droits civils de leurs enfants, et cause les dommages à l'apprentissage efficace de la langue russe qui sera le moyen de leur future activité professionnelle.

Et enfin, on aperçoit un certain nombre d'indices témoignant que "la souveraineté linguistique" est restée dans le passé comme symbole de l'ambiance du "romantisme" démocratique du début des années 90.

De nombreuses décisions des dirigeants de la république concernant l'usage de la langue tatar ont provoqué la réaction négative du Centre fédéral - aussi bien au niveau juridique formel, qu'au niveau politique.

Par exemple, la norme concernant l'exigence du bilinguisme pour le candidat au poste du président de la république a été annulée par la décision du tribunal Constitutionnel de la Fédération de Russie.

Les efforts des dirigeants du Tatarstan concernant l'introduction dans les nouveaux passeports russes des inscriptions en langue tatar, se sont couronnés par une semi-décision de délivrer quelques pages correspondantes non-obligatoires.

Dans le cas du Tatarstan, le potentiel de la " souveraineté linguistique " s'est reflété d'une manière la plus dense dans les tentatives du passage de l'alphabet tatar à la graphie latine, dans une originale " affaire de l'alphabet latin " .

L'écriture de la langue tatar a une histoire longue et compliquée. A l'époque de la Bulgarie Volgienne elle était fondée sur l'alphabet runique, ensuite - sur celui de l'ouïghour. C'est avec l'adoption de l'islam par les ancêtres des Tatars contemporains au dixième siècle qu'on a commencé à employer la graphie arabe. Cet alphabet a servi de base à un développement assez important de l'imprimerie, de l'enseignement, de la presse périodique. Durant la première moitié du XIXe siècle l'imprimerie de l'Université de Kazan à elle seule a édité plus de 260 livres en langue tatar. De 1801 à 1927 ont été édités 70 dictionnaires de la langue tatar [Cf. : Minnoullin K., Valioullin R. La langue tatar dans les dictionnaires. Index bibliographique. - Kazan, 1998. - p.9-20]. Dans la période avant la révolution (1905-1917) dans les années différentes on a vu paraître 58 journaux et 37 revues en tatar [Cf. : Journaux et revues en tatar (1905-1985). - Kazan, 1989. - p.5-14].

Les propositions de la substitution de la graphie latine par une autre reflétant d'une façon plus exacte le caractère spécifique des langues turques ont commencé à surgir au milieu du XIXe siècle.

L'insatisfaction de l'alphabet arabe était causée par le fait qu'il manquait de signes pour les voyelles des langues turques d'un côté et par la présence des lettres coïncidant à aucun son turc de l'autre.

Après octobre 1917 les tendances au changement des alphabets turcs reçoivent le second souffle. Les travaux de réformation de la graphie des langues turques ont commencé généralement au niveau régional et étaient peu coordonnés par le Centre. Le premier comité d'un nouveau alphabet turq a été créé à Bakou (Azerbaïdjan) au mois de juillet 1922. En juillet 1924 un nouveau alphabet latinisé a été reconnu " national et obligatoire " selon le décret du Comité Exécutif Central de la république de l'Azerbaïdjan. En 1926 a été institué le Comité Central de l'URSS d'un nouveau alphabet turc (CCU NAT) et on a organisé le congrès des peuples turcs à Bakou. Les Tatars y ont été représentés par la délégation de 9 personnes avec un écrivain et homme public éminent, président du Centre Académique de la république du Tatarstan, Galimdjani Ibraguimov à sa tête. Il est important de souligner que l'attitude des dirigeants de la république a été formulée pour la délégation encore à Kazan. Dans un arrêté spécial le secrétariat du comité régional tatar du Parti Communiste (bolchévique) de l'URSS a recommandé de ne pas faire d'objections au passage à l'alphabet latin en principe, mais de considérer ce passage à un nouvel alphabet dans les conditions de la république du Tatarstan comme



CONGRÈS MONDIAL SOBRE POLÍTQUES LINGÜÍSTIQUES
CONGRÈS MONDIAL SUR LES POLITIQUES LINGUISTIQUES
CONGRESO MUNDIAL SOBRE POLITICAS LINGÜÍSTICAS
WORLD CONGRESS ON LANGUAGE POLICIES Barcelona, 16-20 d'abril de 2002

pratiquement impossible.

Selon notre point de vue, l'attitude négative de l'élite tatar et des dirigeants politiques envers la substitution de la graphie était évidemment liée en premier lieu au niveau de l'instruction des Tatars à cette époque montant jusqu'à 40 pourcent Cet indice surpassait considérablement le niveau de l'instruction des autres peuples turcs : 3,7 pourcent pour les Tadjiks, 10,6% pour les Ouzbeks, 12,5% pour les Turkmènes, 15,1% pour les Kirghizs, 22,8% pour les Khazakhs, 25,2% pour les Azerbaïdjanais [Cf. : Baskakov N.A. De l'expérience de l'étude des alphabets latinisés des peuples turcs de l'URSS // Problèmes du perfectionnement des alphabets des peuples turcs de l'URSS. - M., 1972. - p. 215-337]. Dans les mêmes années à Kazan un autre groupe des intellectuels présidé par F. Saïfi-Kazanly a créé la société " Yanalif ", qui a dirigé la lutte pour le passage à l'alphabet latin et qui a déclaré la nécessité de rompre les liens entre le présent et le passé.

En 1929 a été créé le Comité Central de l'URSS d'un nouvel alphabet auprès du Présidium du Conseil des nationalités du Comité Exécutif Central de l'URSS. Le passage à un autre alphabet devient le problème de la politique d'Etat par rapport à tous les peuples turcophones. Les discussions tombent en désuétude et commencent à être incongrues. La même année 1929 toutes les langues turques du pays ont passé à l'alphabet latinisé y compris celles d'entre elles qui ont jadis utilisé l'alphabet russe sauf la langue tchouvache qui a conservé sa graphie cyrillique.

L'alphabet tatar fondé sur la graphie latine est reconnu comme officiel par l'arrêté spécial du Conseil des Commissaires du Peuple de la République Soviétique Socialiste Autonome Tatar du 3 juillet 1927. L'alphabet arabe est proclamé suranné, techniquement imparfait, lié aux vestiges du Moyen Age. La mise en oeuvre de la graphie latine dans la variante de " Yanalif " est réglementé par un nombre d'ordonnances des organes gouvernementaux de la république du Tatarstan, et dans l'ordonnance du Comité Exécutif Central et du Conseil des Commissaires du Peuple de la république du 20 février 1929 est fixée la date du passage définitif à un nouvel alphabet c'est le 1er janvier 1931. A la même époque a été prévu le passage à " Yanalif " de toutes les matières enseignées en tatar dans toutes les écoles, établissements scolaires et ceux d'instruction. Une place particulière a été accordée à la rééducation des gens instruits à la base de la graphie arabe ainsi qu'au passage à " Yanalif " de tout le système de l'expédition, de la presse périodique, de l'imprimerie et d'autres.

Le caractère hétérogène et contradictoire des réformes qui ont eu lieu n'empêche pas le fait que le rôle du changement des alphabets n'est pas mis en question. L'alphabet latinisé a donné du souffle au développement rapide de l'instruction et à une plus grande édition de la littérature en langues turques. De 1927 à 1939 on a publié 7 mille ouvrages en tatar, et à partir de 1939 jusqu'à maintenant quelques 10 mille titres à la base de la graphie cyrillique. Outre une plus grande correspondance fonétique par rapport à la graphie arabe parmi les avantages de " Yanalif " les savants citent son caractère considérablement unifié. Pourtant dans de diverses républiques à la population turcophone on n'a pas constaté de rapprochement des langues à cause de la coordination insuffisante dans la matière de la construction linguistique.

En général, le passage à la graphie latine s'opérait dans l'atmosphère psychologique et idéologique du romantisme post-révolutionnel lié à la dominante des idées de l'internationalisme. Des attentes de la révolution mondiale, espoirs de l'alliance prompte avec le prolétariat de l'Occident engendraient même les idées du passage de l'alphabet russe à la graphie latine, les idées qui étaient examinées par la commission spéciale du Commissariat du Peuple de l'Instruction Publique de l'URSS en 1930. Pourtant l'enthousiasme révolutionnel et international a commencé à s'affaiblir, les perspectives de la révolution mondiale étaient au moins remises, les objectifs du renforcement de l'Etat et de la centralisation ont prévalu. En 1937-1941 toutes les langues des peuples turcophones du pays ont passé à la graphie cyrillique. Le 5 mai 1939 au Tatarstan, selon les informations annoncées, l'écriture tatar a passé à la graphie russe en vertu du décret du Présidium du Conseil Suprême de la république qui venait au-devant " de nombreuses revendications " des travailleurs tatars. Ce n'est pas nécessaire de préciser que tout cela était fait à l'aide des moyens purement administratifs en dehors d'une discussion dans l'esprit du pluralisme. Certainement, c'était un pas vers la russification forcée en tant que principe de départ de la politique linguistique des dirigeants soviétiques du parti qui a prévalu vers la fin des années 30.

Dans le cadre des transformations politiques et sociales des années 80-90, dans l'atmosphère de la croissance de conscience du peuple, de l'essor de l'intérêt à la problématique de l'avenir ethnoculturel

et ethnolinguistique des peuples du pays le problème de la base graphique de la langue tatar a reparu dans l'ordre du jour.

De nombreuses interventions dans la presse des représentants de l'élite intellectuelle nationale qui étaient consacrées à la langue tatar contenaient à partir de 1990 des réflexions sur la réforme des bases graphiques de la langue. Ont émergé quatre orientations principales : 1) retour à la graphie arabe comme au système d'écriture ayant la plus longue expérience historique de fonctionnement ; 2) conservation de la base cyrillique réformé de l'alphabet tatar avec l'addition des signes manquant ; 3) reconstitution de " Yanalif " ; 4) adoption de la variante actuelle de l'alphabet latin. Lors de la discussion les partisans de la dernière variante ont gagné les positions dominantes.

Le Centre Social Tatar (CST) en tant que pouvoir le plus puissant du mouvement national a revendiqué lors de son congrès constituant en 1989 les "garants constitutionnels " de la langue tatar sans toucher les problèmes des bases graphiques de l'alphabet tatar. Le deuxième congrès du Centre Social Tatar en février 1991 a adopté le programme incluant un article spécial " La Consolidation des cultures turques ". Le document contenait une critique sévère de la pratique de séparation artificielle des peuples turcs prévoyant la " création de dizaines d'alphabets différents ". Le congrès a décidé d'entamer le travail préparatoire de la " création de l'alphabet turc unifié à la base de la graphie latine ". Le même article mentionnait que la Turquie était le seul état turc indépendant (à ce moment) qui avait surmonté ses problèmes intérieurs et qui a occupé plus tôt que les autres Turcs sa place parmi les puissances économiques actuelles " [La Plate-forme du Centre Social Tatar // Panorama. - 1991. - ?2 - p.27].

En 1992 lors de son congrès constituant, l'Association Tatar " Magarif " (" Instruction publique ") a adopté une résolution spéciale " Du passage à la graphie latine " [Cf. : Le Tatarstan souverain. Documents. Matériels. Chronique. Volume III. - M., 1998. - p.91].

En même temps on a développé le travail dans le milieu des spécialistes-linguistes. En novembre 1991 à l'Université Marmar de Stamboul à l'initiative du professeur Nadir Davlet (qui a les racines tatar) et avec la participation des spécialistes des pays, républiques et régions de la CEI turcophones a eu lieu la conférence consacrée à la création de la variante unifiée des alphabets turcs à la base de l'alphabet turc avec addition de cinq lettres. En juin 1992 Kazan a recueilli le Congrès Turc International qui a fait quelques amendements aux décisions de Marmar. En mars 1993 à Ankara a été organisée une grande conférence sur les problèmes du passage à la graphie latine. [Cf.: Zakiev M.Z. Conserver la langue maternelle - conserver la nation // Tatarstan scientifique. - 1997. - ? 3-4. - p.110].

Enfin, vers la fin de mois d'août 1997 lors du deuxième congrès de l'Union Internationale des associations sociales le " Congrès Mondial des Tatars " - organisation créée directement sous l'égide des pouvoirs républicains - a adopté une résolution prévoyant " le passage à la graphie latine, répondant aux exigences actuelles du développement mondial " [Congrès Mondial des Tatars (deuxième convocation). - Kazan, 1998. - p.357].

En ce qui concerne les mesures des organes d'Etat proprement dits, le 20 juillet 1994, le Conseil Suprême de la République a ratifié " Le Programme d'état de la république du Tatarstan de la sauvegarde et du développement des langues des peuples de la république du Tatarstan ", qui en particulier prévoyait le point suivant : " Elaborer des propositions concernant le passage progressif à la graphie basée sur l'alphabet latin ". L'Académie des sciences de la république a été chargée de la réalisation de ce point dans le délai fixé à l'an 1995. Il faut noter que la loi " Sur les langues des peuples de la république du Tatarstan " adoptée en juillet 1992 ne contient aucune mention du passage à l'alphabet latin bien qu'elle inclue l'Article 7 sur le Programme d'Etat qui " prévoit le développement progressif de la langue tatar par priorité à la base linguistique turque.

Le 15 septembre 1999 le Conseil d'Etat de la république (le parlement) adopte la Loi de la République du Tatarstan " Sur la restitution de l'alphabet tatar à la base de la graphie latine ". La loi prévoyait l'introduction de l'alphabet latin par étapes : pendant l'année scolaire de 2001/2002 - dans les maternelles et en première classe de l'enseignement primaire ; (en 2002/2003 - en deuxième de l'enseignement primaire, l'année suivante - en troisième, etc...). Selon les projets le passage à l'alphabet latin s'achevait au 1er septembre 2011.

Le cabinet des ministres de la république a pris en septembre 2000 l'ordonnance en matière des "



CONGRÈS MONDIAL SOBRE POLÍTICAS LINGÜÍSTICAS
CONGRÈS MONDIAL SUR LES POLITIQUES LINGUISTIQUES
CONGRESO MUNDIAL SOBRE POLITICAS LINGÜÍSTICAS
WORLD CONGRESS ON LANGUAGE POLICIES Barcelona, 16-20 d'abril de 2002

Standards des codes des symboles de l'alphabet tatar à la base de la graphie latine et des programmes de base de l'utilisation des ordinateurs ". En décembre 2000 le cabinet des ministres de la république du Tatarstan a sanctionné les règles d'orthographe tatar à la base de l'alphabet latin. Dans plusieurs écoles de la république a été lancé un apprentissage expérimental de la langue tatar à la base de l'alphabet latin. Certaines enseignes des établissements officiels et celles avec les noms des rues ont été faites en graphie latine.

Tout ce temps-là ne cessaient pas les discussions sur la réforme prévue de l'orthographe. On peut distinguer quelques plans et lignes de sujet caractéristiques des discussions menées. Au Tatarstan l'affrontement des opinions a révélé trois directions.

La première concerne la conformité au but du passage à l'alphabet latin en principe. Dans ce cas on peut constater la prédominance existante du point de vue des partisans de ce passage du milieu de l'élite intellectuelle tatar et de la communauté des experts-philologues. Les voix des adversaires sont beaucoup plus faibles. Si on fait la somme de tous les arguments cités on pourra constater la situation suivante. Les arguments ci-dessous ont été cités pour l'alphabet latin:

- la graphie cyrillique ne reflète pas d'une façon adéquate le système phonétique de la langue tatar et crée des complications dans son orthographe (cet alphabet manque de lettres pour la désignation des sons spécifiques de la langue tatar : [кь], [гь], [w]; en même temps y sont présents des signes pour lesquels la langue tatar n'a pas de sons : «e», «ë», «ц», «щ», «ю», «я»);

- les systèmes phonétiques des langues russe et tatar qui diffèrent beaucoup engendrent l'interférence de la parole russe des tatars et de la parole tatar des russophones puisqu'elles ont le même alphabet et fonctionnent dans le même milieu, et cela menace de la destruction des deux langues ;

- l'alphabet cyrillique s'adapte plus difficilement aux technologies multimédia.

Les arguments des partisans de la conservation de l'alphabet cyrillique sont les suivants : les promotions des écoles tatars auront de grandes difficultés à faire leurs études supérieures dans les Instituts et Universités russophones, il leur sera aussi difficile d'avoir accès aux réseaux d'information de la Russie. [Cf.: Saguitova L.V. Ethnies au Tatarstan actuel. - Kazan, 1998. - p.115]. " ... Nous allons embrouiller dans les lettres les professeurs, les lecteurs, surtout ceux qui appartiennent à la diaspora. Puisque les tirages des journaux et des revues ont baissé de dizaines de fois non seulement à cause de la cherté. On a commencé à lire moins en tatar. Cela signifie que la langue elle-même est menacée de disparition ! Il faut la sauver et pas changer de lettres ! " - disait l'académicien Mirza Makhmoutov [Orient-Express. - 21-27 décembre 2001]. Le célèbre historien et publiciste Boulat Soultanbékov a mentionné maintes fois dans la presse la menace du schisme de la nation causé par le passage à l'alphabet latin.

Le deuxième sujet de discussions au Tatarstan c'est la variante de l'alphabet latinisé. L'alternative de départ qui s'est trouvée au centre des discussions de ceux qui se proclament catégoriquement pour le refus de l'alphabet cyrillique puisqu'il ne s'est pas affirmé juste, c'est l'alphabet turc ou " Yanalif ". La conférence à l'Université Marmar de Stamboul (novembre 1991) qui a décidé de prendre pour base l'alphabet turc en y additionnant cinq lettres a commencé en effet à être considérée comme un événement-clé. Le camps des partisans de la variante turque de l'alphabet latin peut être associé au Tatarstan à l'académicien Mirfatykh Zakiev. Le camps opposé est représenté par ceux qui se proclament pour " Yanalif " en y additionnant la lettre "w" (docteurs es sciences philologiques Kourbatov Kh., Khakov V., Safioullina F., un nombre de littérateurs éminents).

La troisième direction des discussions est liée à l'évaluation du degré de la politisation du problème de l'alphabet latin en général. Parmi les participants à ces discussions il y a ceux qui font une démonstration de l'aspiration traditionnelle à redonner à la réforme une valeur politique bien prononcée liée à la lutte pour l'indépendance des Tatars, ce sont pour la plupart les représentants de l'aile radicale du mouvement national tatar. C'est ainsi que lors de la réunion de l'Académie des sciences de la république qui analysait les problèmes du passage à la graphie latine en février 1997 le chef du parti de l'indépendance nationale " Ittifak " Faouziya Bayramova a dit : " il n'y est pas question uniquement de la langue. En premier lieu nous avons besoin que notre nation, notre politique se sépare de celles de la Russie " [Cf. : Saguitova L.V. Instructions de travail. - p.115]. La position contraire c'est le refus de



CONGRÈS MONDIAL SOBRE POLÍTICAS LINGÜÍSTICAS
CONGRÈS MONDIAL SUR LES POLITIQUES LINGUISTIQUES
CONGRESO MUNDIAL SOBRE POLITICAS LINGÜÍSTICAS
WORLD CONGRESS ON LANGUAGE POLICIES Barcelona, 16-20 d'abril de 2002

l'accentuation du côté politique du problème. Le célèbre publiciste, doyen de la faculté du journalisme de l'Université de Kazan, Florit Agzamov disait à ce propos : " Avant tout il ne faut pas transposer le problème du passage à l'alphabet latin dans le domaine de la politique. Dans la société il y a pas mal de gens qui n'acclament pas ce passage. Le fait de leur coller des étiquettes de réactionnaires, de conservateurs, de gens à une âme russe et de déterminer les latinistes comme les gens ayant une âme nationale pourrait mettre le peuple et ses intellectuels sur la voie de séparation et de haine " [Magrifat. - 18 octobre 1997].

Encore un plan des discussions menées, qui est pourtant le plus important, est lié à la réaction à la réforme de la graphie de la part de ceux qui sont soi-disant observateurs extérieurs par rapport au Tatarstan : experts, figures politiques et sociales, personnages officiels et non-officiels. La corrélation des positions d'évaluation, des réactions, des orientations n'y est pas évidemment pour le passage à l'alphabet latin.

Aux adeptes d'ailleurs peu nombreux du passage à la version latinisée de l'alphabet tatar appartient le célèbre orientaliste-ethnologue russe Sergueï Aroutiounov qui a avancé l'idée du caractère inévitable du passage universel à la graphie latine : " Si une telle mesure est entreprise dans une région à part cela signifie que cette région a pris de l'avance sur toutes les autres en matière du niveau de son développement culturel, de son caractère progressiste, des tendances du développement... Le Tatarstan est le premier parmi la population non-slave de la Russie à adopter la loi sur l'alphabet latin. Je crois que la globalisation et la pénétration des multimédia dans notre vie en fin de comptes engendront durant ce centenaire même le passage à l'alphabet latin de l'écriture russe " [Journal indépendant. - 7 août 2001].

Mais à l'échelle de la Russie la réaction prédominante reste négative. Les évaluations avancées oscillent entre un scepticisme modéré et un alarmisme bien prononcé.

D'un côté les experts et les hommes politiques donnent des opinions pessimistes au sujet de la conformité au but de la réforme de la graphie de la langue tatar. Ainsi, par exemple, le célèbre linguiste russe Vladimir Alpatov croit que le passage de la langue tatar à l'alphabet latin " est pour le moment la question de l'avenir et on ne peut pas voir clair s'il sera un jour réalisé " [Alpatov V.M. 150 langues et la politique. 1917-2000. Problèmes socio-linguistiques de l'URSS et de l'espace post-soviétique. - M., 2000. - p.158]. Il cite à ce propos les mots du spécialiste français de Russie Hélène Carrère d'Encosse : " L'objectif final de la réforme est sans doute politique. Il rapproche les Tatars de leurs confrères des états indépendants de l'Asie Centrale et du Proche-Orient musulman. Mais le plus important c'est ce qu'il détruit un des facteurs qui sont d'ailleurs peu nombreux de l'intégrité de la Fédération de Russie : usage du même alphabet qui permet un recours facile à la langue russe " [Journal indépendant. - 5 septembre 2000].

Le recteur de l'Université Linguistique de Moscou, coordinateur national de la coopération de la Russie et Le Conseil de l'Europe en matière de la politique et l'enseignement linguistiques Irina Khaléeva partant de la prémisse que la ruine d'un pays commence par des révolutions linguistiques dit : " Ce décret (décret sur le passage à la graphie latine - L.M.) bien qu'il soit signé par le président du Tatarstan, n'est pas encore entré en vigueur. L'argument que la langue tatar se servait jadis de l'alphabet latin n'est pas un argument de poids comme d'ailleurs celui qui stipule que grâce à l'alphabet latin les auteurs tatars seront lus par le monde entier. C'est bien naïf ! " [Journal russe. - 16 octobre 2001].

Le président du Bachkortostan Mourtaza Rakhimov a annoncé son désaccord sur la décision du passage à l'alphabet latin : " Les Tatars c'est le peuple qui m'est le plus proche. On peut dire que nous sommes les deux ailes d'un oiseau. S'ils prennent cette décision elle sera fautive, c'est mon opinion personnelle. Il y a encore les Tatars qui vivent en dehors du Tatarstan " [Journal indépendant. - 27 décembre 2001].

Au Tatarstan une résonance assez importante a été provoquée par l'adresse de 56 hommes de science, de culture, d'enseignement, de politique, de religion et de sport éminents, figures vraiment remarquables de la nationalité tatar qui a été publiée dans le " Journal russe " du 14 septembre 2001. Le document contenait des objections contre l'introduction de l'alphabet latin et des inquiétudes provoquées par le schisme " alphabétique " menaçant le peuple qui diviserait la population en ceux qui se serviront de l'alphabet latin et ceux qui continueront à utiliser l'alphabet cyrillique. Il est



caractéristique que plusieurs des auteurs de cette adresse étaient des délégués du Deuxième Congrès Mondial des Tatars en 1997 et ont voté la résolution prévoyant le passage de la langue tatare à la graphie latine. A sa séance suivante la Commission du Conseil d'Etat de la république en matière de la science, de l'enseignement, de la culture et des nationalités a mis en question le caractère authentique de la lettre [Cf. : Orient-Express. - 26 octobre - 1er novembre 2001].

On peut distinguer la direction des réflexions qui inscrit en direct les perspectives de la réforme de la graphie de la langue tatare dans le contexte de la sécurité de la Russie y compris la sécurité informationnelle et nationale du pays. Les tentatives du passage de la langue tatare à la graphie latine au Tatarstan sont estimées par quelques observateurs comme une décision manquant de responsabilité qui s'est avérée possible par le manque de la politique linguistique précise tenant compte des responsabilités imposées. [Cf.: Fadéev V.V. Politique linguistique et le domaine d'information // Sécurité informationnelle de la Russie dans les conditions de la société informationnelle universelle. - M., 2001. - p.238].

Dans son livre " La Russie est-elle menacée d'un nouveau " joug turc " ? " le chef du Parti Démocratique Libéral de la Russie Vladimir Girinovski révèle son attitude fort critique : " ... à l'anniversaire suivant de la souveraineté les Tatars oublieront l'époque où ils écrivaient les mots tatars en lettres russes... Le programme tatar du passage à l'alphabet latin laisse la porte ouverte à la pénétration des influences turque et occidentale avant tout dans les mass-média, logiciels et systèmes de communications. Le programme tatar du passage à l'alphabet latin c'est la première étape de l'expansion linguistique et informationnelle du panturquisme... " [Cf.: Orient-Express. - 15-21 mars 2002].

La réaction des pouvoirs officiels du Centre Fédéral aux décisions prises au Tatarstan concernant la graphie latine prenait aussi un ton sec. Ainsi en décembre 2000 les chefs des comités de la sécurité, de l'enseignement, des nationalités de la Douma d'Etat ont adressé au speaker de la Douma Selezniou G.N. l'information qui prévenait du danger " de la rupture des traditions culturelles d'écriture du peuple tatar ", de l'éventualité " des dépenses financières considérables ", de l'isolement potentiel de la plupart de la population tatare de la Russie de leur culture ". La conclusion figurant dans le document est liée à la menace de l'expansion spirituelle de la Turquie dans les sujets de la Fédération de Russie, elle dit : " ... les projets du passage de l'écriture tatare dans la république du Tatarstan à la graphie latine ... dissimulent la menace à la sécurité nationale et à l'intégrité du territoire de la Fédération de Russie ".

Le 14 février 2002 dans la Douma d'Etat a eu lieu la " table ronde " où ont été discutées les propositions d'amendements à la Loi fédérale sur " Les langues des peuples de la Fédération de Russie ". Une des variantes des amendements proposés entre autres par quelques députés du Tatarstan (Sali A., Chachourine S., Akhmetkhanov S.) consiste en ce que les langues d'état des républiques faisant partie de la Fédération de Russie peuvent se servir uniquement des alphabets à la base de l'alphabet cyrillique. Ensuite, le 12 mars 2002 le Conseil de la Douma d'Etat a pris la décision de soumettre ce projet de loi à l'examen de la séance plénière de la chambre des députés.

Du point de vue idéologique les partisans du passage à l'alphabet latin ont estimé ces mesures comme la manifestation de " l'impérialisme linguistique ". Le député de la Douma d'Etat Fandas Safiouline a réagi d'une manière affective aux décisions élaborées en affirmant qu'on a lancé une accusation horrible contre tout le peuple tatar et ses intellectuels - " ils ont été déclarés un espion turc collectif " [Temps et argent. - 13 mars 2002]. Du point de vue politique et juridique le projet d'amendements à la loi sur les langues des peuples de la Russie est considéré comme contraire à la Constitution de la Fédération de Russie. Les experts en problèmes ethniques et linguistiques du Tatarstan n'excluent pas la possibilité du recours aux mécanismes de la protection juridique internationale.

Quelle est donc la situation pratique créée autour de la réforme de la graphie de la langue tatare dans la république ?

A été entamé le passage expérimental de l'enseignement des élèves-tatars à l'alphabet basé sur la graphie latine embrassant 62 écoles dans toutes les régions de la république du Tatarstan, 100 classes, quelques 1600 élèves. Ont été édités des dictionnaires d'orthographe (général et scolaire), 5 types de manuels et d'ouvrages méthodiques, des livres pour les enfants. La rééducation des professeurs a été également organisée.



CONGRÈS MONDIAL SOBRE POLÍTICAS LINGÜÍSTICAS
CONGRÈS MONDIAL SUR LES POLITIQUES LINGUISTIQUES
CONGRESO MUNDIAL SOBRE POLITICAS LINGÜÍSTICAS
WORLD CONGRESS ON LANGUAGE POLICIES Barcelona, 16-20 d'abril de 2002

Pourtant à la fin de l'été 2001 s'est passé un événement qui a eu pour conséquence l'ajournement du passage massif à l'alphabet latin à un terme indéterminé (autrement dit la remise de la réalisation de la loi de 1999). Le 18 août 2001 dans son entretien avec des journalistes le président du Tatarstan Mintimer Chaïmiev a fait la conclusion : il ne faut pas forcer le passage de l'écriture tatar de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin, il faut encore une fois peser le pour et le contre. Cette décision est expliquée par le fait que le président reçoit un nombre de lettres des " Tatars résidant en dehors de leur lieu d'origine historique, qui témoignent de l'incompréhension des raisons du passage de l'écriture tatar à l'alphabet latin ". Les discussions ne cessent pas dans la république elle-même. Les professeurs de tatar ne se sentent pas sûrs non plus, surtout dans les régions rurales. " C'est pourquoi aujourd'hui je ne suis pas sûr que nous avons tout prévu concernant le passage à l'alphabet latin, il faut continuer l'enseignement expérimental sans politiser la situation " - a conclu M. Chaïmiev. [Temps et argent. - 21 août 2001].

C'est ainsi que dans le segment le plus important et législativement garanti de la réforme linguistique au Tatarstan le principe de la souveraineté linguistique n'a pas été en pratique réalisé dans toute la force de ce terme en laissant les orientations déterminées de la politique linguistique et les décisions prises à ce sujet au stade de l'approbation expérimentale. Les dirigeants de la république et l'élite intellectuelle tatar n'ont pas pu profiter du droit de la suprématie de la volonté en matière de questions concernant le sort de l'alphabet tatar sous la forme qui est prévue quand il s'agit des droits et des compétences souverains d'un sujet.

L'analyse des causes de l'échec de la " souveraineté linguistique " va probablement exiger des synthèses à un plus vaste segment historique ce qui ne peut être que le problème de l'avenir. L'affaire de l'alphabet latin peut être considérée ouverte ou close selon la dynamique et les perspectives du développement social du Tatarstan. Le bilan final de ce qui se passe ne peut être prévu qu'avec une certaine probabilité. Pourtant certaines circonstances peuvent être considérées comme accessibles à l'analyse déjà de nos jours.

Selon notre point de vue, il y a deux causes les plus évidentes de l'échec de la réalisation des décisions concernant l'alphabet latin.

Premièrement c'est le processus de l'acquisition par le Tatarstan de la souveraineté nationale et étatique dans le cadre politique et juridique d'un côté, et les tentatives de la mise en place de la " souveraineté linguistique " de l'autre qui ont été effectués d'une façon asynchrone. La ligne " ascendante " de l'acquisition de la souveraineté par la république - positions nouvelles acquises dans la lutte pour l'indépendance du Tatarstan vis-à-vis du Centre Fédéral - a eu lieu dans la première moitié des années 90. C'est à cette époque que se situent l'adoption de la Déclaration de la souveraineté d'état du Tatarstan (1990), l'organisation du référendum sur le statut de la république (mars 1992), l'adoption de la Constitution de la république du Tatarstan (novembre 1992), le déroulement de plusieurs pourparlers avec Moscou qui ont amené à la signature du Traité de délimitation de compétences et de délégation réciproque de pouvoirs entre la Russie et le Tatarstan (février 1994). A ce temps-là l'idée même du passage à la graphie latine était en délibération, à son étape initiale de prise des décisions et de premières mesures préparatoires. Dès la deuxième moitié des années 90 la république commence à perdre sa souveraineté c'est un processus qui a pris un rythme particulier et des traits bien distincts après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Le nouveau président de la Russie a repris l'objectif de la centralisation du pays. Des mesures pratiques en vue de la latinisation de l'alphabet tatar ont coïncidé avec ce tournant politique radical ce qui a empêché de bien amorcer la réforme.

Deuxièmement, du point de vue objectif l'idée du passage à la graphie latine n'est devenue le sens et le slogan d'un mouvement tatar quelconque ni dans la république, ni non plus dans d'autres régions de la Fédération de Russie ou des pays de l'ex-URSS. En d'autres termes la réforme prévue était en charge de l'élite intellectuelle nationale de Kazan, des gens qui pour la plupart absolue ont professionnellement affaire à la langue. Les savants-philologues des milieux académiques, professeurs des Universités, journalistes et activistes des partis et des mouvements, plusieurs groupes intéressés des intellectuels tatarophones (qui ne sont pas tous de nationalité tatar) c'est approximativement ce cercle qui était bouleversé par des polémiques passionnées, qui élaborait des solutions de la résolution du problème, qui proposait des variantes de projets. Tout ce qui se passait ne s'appuyait pas sur la base collective sociale, sur des orientations et des objectifs culturels et psychologiques collectifs de la population tatar qui aurait fait preuve d'un élan incontestable vers l'alphabet latin. Sinon, le passage à une nouvelle graphie se serait effectué de son propre chef, aurait engendré plusieurs catégories de partisans dans les couches les plus larges de la population, aurait amené à la création d'un nombre considérable des groupes d'initiative personnelle de types différents, des unions des amateurs, des sujets indépendants



dans le domaine des mass-média. Cela n'a pas eu lieu sur une vaste échelle ce qui est devenu, selon notre point de vue, une des causes d'un refus si facile des décisions répondant aux représentations de la " souveraineté linguistique " qui ont été déjà prises au niveau législatif.